



REPÚBLICA DE CABO VERDE

ALLOCUTION

DE

S.E. M. ANTONIO PEDRO MONTEIRO LIMA  
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT  
DE LA  
RÉPUBLIQUE DU CAP-VERT

A L'OCCASION DU DEBAT GENERAL  
DE LA 64<sup>ème</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE GENERALE  
DES NATIONS UNIES

New York, le 29 septembre 2009

Excellence, Monsieur l'Ambassadeur Ali Abdussalam Treiki,  
Président de la 64<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale.  
Excellence Monsieur le Secrétaire Général,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations,  
Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que je vous félicite Monsieur le Président, pour votre élection à la tête de l'Assemblée Générale. Je me congratule également de l'engagement et du travail persistant et courageux déployé par votre prédécesseur le Père Miguel d'Escoto Brockmann qui a laissé une marque importante aux travaux de la 63<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale.

Au Secrétaire Général Ban Ki Moon, le Cap Vert réitère son soutien et demeure confiant qu'il continuera à tenir compte de nos aspirations et à consolider les fondations de l'organisation dédiée au bien commun qu'il dirige. Nous le remercions pour son rapport exhaustif sur les activités de l'organisation.

Monsieur le Président,

Le Premier ministre du Cap Vert **Dr. José Maria Neves**, lors de la 62<sup>ème</sup> session disait : « Nous vivons une époque dans laquelle les problèmes et les menaces concernent tout le monde. Ils ne se restreignent pas à un état ou à une région spécifique, de même qu'il n'existe pas de solution locale pour les défis globaux de notre ère ». Il se referait au terrorisme, à la criminalité organisée et aux trafics humain, d'armes et de drogue qui, dans certains cas menacent les fondements de l'Etat de droit démocratique. Il disait encore que « ces phénomènes corrompent les valeurs, compromettent le développement et hypothèquent les attentes les plus légitimes des peuples qui s'y voient exposés. Et il n'y aura pas de réponses effectives à de telles questions en dehors d'une perspective multilatérale forte, équilibrée et juste. »

Je cite ces affirmations du chef du gouvernement de Cap Vert parce qu'elles sont d'actualité et que les thèmes évoqués font l'objet d'une attention de plus en plus intéressée de la communauté internationale. Le Cap Vert et les autres États de l'Afrique occidentale se voient confrontés au crime organisé qui dans notre sous-région trouve un terrain propice à leurs offensives criminelles du fait de la fragilité de nos économies, de la vulnérabilité de nos démocraties émergentes et en général, de la faible capacité de réponse de nos États face à cette menace d'envergure.

Avec l'appui de l'ONU et notamment de l'UNODC et la logistique de nos partenaires, nous les états membres de la CEDEAO, sommes entrain de mettre nos moyens en commun pour affronter ce défi hors du commun qui s'abat sur notre sous-région. Nous pensons au Cap vert, qu'un petit pays ne peut se permettre d'être à la fois pauvre, vulnérable, et instable. C'est pourquoi nous cherchons à consolider nos avantages, à diminuer nos faiblesses et à diversifier nos relations de partenariat en même temps que nous renforçons nos relations de solidarité au bénéfice de la paix et de la stabilité de notre sous-région.

C'est ainsi qu'au cours de la Conférence sur le trafic de stupéfiants dans notre région et de la Table ronde sur la réforme du secteur de la sécurité en Guinée Bissau qui se sont tenues à Praia, capitale du cap vert, en Octobre 2008 et en Avril 2009 respectivement, nous avons cherché à définir en commun les paramètres de notre action dans ces domaines. Nous allons continuer à accorder une attention particulière à cette menace car nous demeurons convaincu que la zone de paix que nous construisons dans l'atlantique sud doit devenir une réalité tangible, si nous voulons parvenir aux objectifs du millénaire et en général à la vie de paix et de progrès que nous ambitionnons tous .

Monsieur le Président,

Dans ce contexte où les états et les processus démocratiques sont menacés par des éléments exogènes, le multilatéralisme apparait comme un bouclier indispensable et un recours essentiel .Il ne fait aucun doute que cette conjonction de volontés et de moyens entre les pays les plus divers et les régions les plus éparses au sein de la communauté internationale constitue la voie correcte, non seulement pour le renforcement de la coopération entre ces entités de la vie internationale, la résolution à temps des différents dans le cadre des principes et des valeurs de l'ONU mais aussi pour le renforcement du droit international indispensable à la consolidation de la paix et de la sécurité dans le monde .

L'ONU, dans ce cadre, demeure l'élément central en tant que conscience collective qu'elle est de la communauté des nations, dédiée à la coordination de notre action commune, favorisant des solutions consensuelles et fédératives. La revitalisation du système des Nations Unis apparait ainsi comme une exigence de notre époque privilégiant la participation de tous au détriment de l'unilatéralisme, consolidant son efficience au bénéfice des intérêts communs et cherchant des solutions qui répondent aux aspirations des plus vulnérables et des générations présentes et futures.

Au Cap Vert, nous offrons notre contribution dans ce cadre en nous positionnant comme l'un des huit pays pilotes faisant l'expérience sur le terrain du processus de « Delivering as One » qui avance sur la voie du succès avec son programme unique, son plan budgétaire unique et un bureau unique, sous la direction de son leader. Ce processus a eu des répercussions positives sur la coopération entre le gouvernement et les Agences, les Fonds et les Programmes de l'ONU travaillant avec le Cap vert, permettant de dynamiser la cohérence du programme unique, de réduire les transactions et les coûts administratifs, apportant ainsi des bénéfices à tous.

Monsieur le président,

Selon la CNUCED on s'attend a ce que le PNB global diminue de plus de 2,5% en 2009. La croissance des pays en développement diminuera de 5,4% en 2008 à 1,4% en 2009 signifiant une diminution du rendement moyen par tête. A part la stagnation et la réduction de la croissance économique, l'on enregistre dans les pays en développement une augmentation de la pauvreté, du chômage, des coûts des produits de première

Un Chef d'Etat parmi les grand pays émetteurs à affirmé que « si nous n'agissons pas maintenant, plus personne ne pourra le faire »renforçant ainsi ce que les scientifiques ont démontré depuis quelques temps déjà : notre planète est en risque sérieux de ne plus pouvoir assurer la vie dans toute sa plénitude du fait des conséquences dues au changement climatique et le temps pour agir c'est maintenant.

Les participants de ce sommet sont repartis certainement convaincus que le temps n'est plus à la tergiversation. Le moment est à l'action concertée, cohérente et systématique pour que nous puissions diminuer de façon convaincante et conséquente les émissions de gaz à effet de serre, freiner le réchauffement de la planète et éviter une montée des eaux de la mer susceptible de mettre en danger de vaste régions côtières du monde et en particulier les petits Etats insulaires en développement qui présentent une vulnérabilité accrue et qui souffrent en première main des conséquences d'une situation créée dans une large mesure par les pays émetteurs. L'AOSIS, dont le Cap vert fait parti, a adopté dans son Sommet du 21 Septembre ici à New York une déclaration révélatrice de ses positions sur les divers points en cours de négociations dans le cadre de l'UNFCCC.

Le Cap vert est un archipel de dimension réduite aussi bien physique que démographique ayant une localisation géographique qui lui confère simultanément l'isolement océanique et une dangereuse exposition aux effets du changement climatique et du réchauffement global qui en découle. En tant qu'Etat sahélien, le Cap Vert est depuis longtemps confronté à la sécheresse, à la désertisation et à un manque d'eau dramatique. Ces phénomènes aggravent la pauvreté des populations, minent les efforts des gouvernements et conditionnent fortement les actions menées dans le cadre de la préservation de l'environnement et du développement humain.

Au cap Vert, des efforts soutenus sont menés pour tirer le meilleur profit de nos bassins Hydriques, économisant l'eau en toute circonstance et en adoptant des méthodes d'arrosage modernes à l'aide de nouvelles technologies. Nous mettons en œuvre une politique active dans ce secteur avec un barrage dans l'une de nos îles qui dynamise le secteur agricole et permet de promouvoir de meilleurs moyens de subsistance aux personnes de la campagne tout en développant les énergies renouvelables sur toutes l'extension du pays poursuivant l'objectif de 95% de couverture du territoire en énergie électrique jusqu'en 2011. Un centre d'investigation et de développement des énergies renouvelables pour servir toutes la région occidentale africaine est en cours d'installation au Cap Vert.

La communauté internationale et en particulier les pays développés doivent soutenir les dynamiques spécifiques de ces États en matière d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique et leur permettre de minimiser les risques qui pèsent sur eux dans le contexte actuel sachant que certains d'entre eux se trouvent déjà confrontés aux problèmes de délocalisation de masse et de migrations forcées.

L'océan représente pour nous cap verdiens plus qu'une « mère nourricière ou une maitresse exigeante », notre milieu vital de civilisation et d'inspiration. Nous le voulons

protégé. Nous le voulons préservé. Mais également, avec les pays riverains de l’océan atlantique, en particulier dans son extension sud, nous le voulons espace d’échanges, domaine de solidarité active et non de concurrence faussée. Loin de faire de celui-ci un élément de plus de la cupidité humaine, essayons d’en préserver la valeur unique en tant que réceptacle précieux de la vie et dépositaire des espérances de la planète.

Je vous remercie